



Le grand débat national

La transition écologique

Le Diagnostic

2018 est l'année la plus chaude jamais enregistrée en France. Ce n'est pas un cas isolé : 9 des 10 années les plus chaudes ont eu lieu après l'an 2000. Au rythme actuel des émissions de gaz à effet de serre, le seuil critique de 2 °C de hausse de la température mondiale sera dépassé avant la fin du siècle, entraînant de manière irréversible un emballement du climat et la multiplication des catastrophes naturelles. C'est dans ce contexte alarmant que 196 pays, sur les 197 que compte l'ONU, ont signé en

novembre 2017 l'Accord de Paris sur le Climat. Cet accord, «juridiquement contraignant» engage les signataires à limiter la hausse des températures en dessous de 2°C. La France est en retard au regard de ses engagements pour atteindre ces objectifs ; or nous ne sommes pas épargnés par les conséquences du dérèglement climatique comme l'ont montré les événements tragiques à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy en septembre 2017 ou dans l'Aude en octobre dernier.

Le changement climatique et la transition énergétique ont un impact direct sur notre quotidien. Les énergies fossiles (charbon, pétrole, fioul, gaz) que nous consommons pour nous déplacer ou nous chauffer, représentent aujourd'hui 70 % des émissions de gaz à effet de serre (le reste provenant essentiellement de l'agriculture). En réduire la consommation est indispensable pour limiter le changement climatique.

Notre santé est en jeu. On estime que la pollution de l'air est responsable de 48 000 décès prématurés par an dans notre pays. Les énergies fossiles sont chères. La réduction de leur consommation réduirait notre dépendance aux importations de l'étranger. Elle permettrait de préserver le pouvoir d'achat des Français, en les protégeant contre les hausses de prix.

« En France, plus de 3 millions de ménages sont d'ores et déjà en situation de précarité énergétique, c'est-à-dire qu'ils consacrent plus de 8 % de leurs revenus à se chauffer. »

#GrandDébat

C'est utile à tous, et particulièrement aux plus modestes. En France, plus de 3 millions de ménages sont d'ores et déjà en situation de précarité énergétique, c'est-à-dire qu'ils consacrent plus de 8 % de leurs revenus à se chauffer.

Les enjeux du débat

Diverses mesures ont été mises en place depuis 18 mois pour accompagner les Français. Ces mesures s'ajoutent à celles mises en place par les collectivités locales, les entreprises ou les associations.

- Passer à un véhicule (neuf ou d'occasion) plus propre et moins coûteux à l'usage, grâce à la prime à la conversion (jusqu'à 5000 € d'aide). Par exemple, remplacer une voiture qui consomme plus de 7 litres aux 100 km (plus de la moitié des voitures françaises) par une voiture qui consomme 5 litres aux 100 km permet de réduire de 30 % la facture de carburant.
- Accéder à de nouvelles solutions de mobilité (transports en commun, covoiturage, transport à la demande, autopartage, vélo...). Par exemple, faire du covoiturage deux jours par semaine permet de réduire la facture de carburant d'un quart.
- Réduire sa facture de chauffage et d'électricité grâce au chèque énergie. Près de 6 millions de ménages toucheront

entre 48 et 277 € selon les revenus et la taille du foyer.

- Isoler son logement pour réduire sa facture. Par exemple, isoler ses combles est possible pour un euro grâce aux certificats d'économie d'énergie ; le crédit d'impôt de transition énergétique couvre 30 % des dépenses d'isolation des murs ou des planchers et les aides sont augmentées pour les ménages aux revenus modestes grâce aux aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et au dispositif de l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ).

En savoir plus en consultant toutes les aides disponibles sur :

www.ecologique-solidaire.gouv.fr/prix-des-carburants-gouvernement- vous-accompagne

« Ce débat doit éclairer les décisions politiques pour faire évoluer la fiscalité environnementale afin qu'elle soit juste et efficace »

#GrandDébat

Ces aides restent néanmoins trop peu connues, parfois complexes et insuffisantes au regard du pouvoir d'achat de certains Français ou de leur capacité à financer des investissements, même rentables pour eux dans la durée.

Le grand débat national doit servir à mieux identifier les besoins et les attentes d'accompagnement des Français concernant l'isolation de leur logement, leur chauffage et leurs déplacements afin d'identifier les meilleures réponses locales ou nationales, qu'il s'agisse d'inventer des solutions nouvelles pour réduire le reste à charge et faciliter la vie ou d'améliorer les aides publiques existantes en les rendant plus compréhensibles, plus simples, plus efficaces et plus solidaires.

Ce débat sera également l'occasion de dégager un éclairage sur la manière de faire évoluer la fiscalité environnementale pour la rendre plus juste et efficace.

De manière générale, il s'agira de débattre des outils et solutions pour mieux mobiliser l'ensemble des citoyens, des collectivités, des entreprises, des syndicats, pour :

- Parvenir à zéro émissions nettes en 2050 (ne pas émettre plus de gaz à effet de serre que ce qui peut être absorbé par nos forêts et nos sols) tout en réduisant à moins de 50% la part de nucléaire dans la production d'électricité à échéance 2035.
- Améliorer la qualité de l'air que respirent nos concitoyens.
- Renforcer la solidarité entre les Français et entre les territoires.

Contribuer au débat

La transition écologique

#GrandDébat

01. **Quel est aujourd'hui pour vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement ?** (1 seule réponse possible)

- La pollution de l'air Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)
- L'érosion du littoral La biodiversité et la disparition de certaines espèces
- Autres, précisez :

.....

.....

02. **Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses à ce problème ?**

.....

.....

.....

03. **Diriez-vous que votre vie quotidienne est aujourd'hui touchée par le changement climatique ?**

- Oui Non

Si oui, de quelle manière votre vie quotidienne est-elle touchée par le changement climatique ?

.....

.....

.....

04. À titre personnel, pensez-vous pouvoir contribuer à protéger l'environnement ?

Oui Non

Si oui, que faites-vous aujourd'hui pour protéger l'environnement et/ou que pourriez-vous faire ?

.....
.....
.....
.....

05. Pensez-vous que vos actions en faveur de l'environnement peuvent vous permettre de faire des économies ?

Oui Non

06. Qu'est-ce qui pourrait vous inciter à changer vos comportements comme par exemple mieux entretenir et régler votre chauffage, modifier votre manière de conduire ou renoncer à prendre votre véhicule pour de très petites distances ?

.....
.....
.....
.....

07. Quelles seraient pour vous les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier pour vous inciter à changer vos comportements ?

.....
.....
.....
.....

08. Par rapport à votre mode de chauffage actuel, pensez-vous qu'il existe des solutions alternatives plus écologiques ?

Oui Non

Si oui, que faudrait-il faire pour vous convaincre ou vous aider à changer de mode de chauffage ?

.....
.....
.....

09. Diriez-vous que vous connaissez les aides et dispositifs qui sont aujourd'hui proposés par l'État, les collectivités, les entreprises et les associations pour l'isolation et le chauffage des logements, et pour les déplacements ?

Oui Non

10. Avez-vous pour vos déplacements quotidiens la possibilité de recourir à des solutions de mobilité alternatives à la voiture individuelle comme les transports en commun, le covoiturage, l'auto-partage, le transport à la demande, le vélo, etc.

Oui Non Je n'utilise pas la voiture pour des déplacements quotidiens

Si oui, que faudrait-il faire pour vous convaincre ou vous aider à utiliser ces solutions alternatives ?

.....
.....
.....

Si non, quelles sont les solutions de mobilité alternatives que vous souhaiteriez pouvoir utiliser ?

Les transports en commun Le covoiturage L'auto partage
 Le transport à la demande Le vélo Autres :

Et qui doit selon vous se charger de vous proposer ce type de solutions alternatives ?

.....
.....
.....

11. Pensez-vous que les taxes sur le diesel et sur l'essence peuvent permettre de modifier les comportements des utilisateurs ?

Oui Non

12. À quoi les recettes liées aux taxes sur le diesel et l'essence doivent-elles avant tout servir ? (1 seule réponse possible)

- À baisser d'autres impôts comme par exemple l'impôt sur le revenu ?
 À financer des investissements en faveur du climat ?
 À financer des aides pour accompagner les Français dans la transition écologique ?

13. **Selon vous, la transition écologique doit être avant tout financée :**
(1 seule réponse possible)

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Par le budget général de l'État | <input type="checkbox"/> Par la fiscalité écologique |
| <input type="checkbox"/> Les deux | <input type="checkbox"/> Je ne sais pas |

14. **Et qui doit être en priorité concerné par le financement de la transition écologique ?** (Plusieurs réponses possibles)

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Les entreprises | <input type="checkbox"/> Les administrations |
| <input type="checkbox"/> Les particuliers | <input type="checkbox"/> Tout le monde |

15. **Que faudrait-il faire pour protéger la biodiversité et le climat tout en maintenant des activités agricoles et industrielles compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers, notamment européens ?** (1 seule réponse possible)

- Cofinancer un plan d'investissement pour changer les modes de production
- Modifier les accords commerciaux
- Taxer les produits importés qui dégradent l'environnement

16. **Que pourrait faire la France pour faire partager ses choix en matière d'environnement au niveau européen et international ?**

.....

.....

.....

.....

17. **Y a-t-il d'autres points sur la transition écologique sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?**

.....

.....

.....

.....